

tère le ministre va-t-il se baser pour faire son choix entre tous ces gens qui sont dans une situation désespérée? C'est cette même question que des milliers de Canadiens se posent aujourd'hui.

• (2150)

Le ministre des Finances boude la Chambre depuis qu'il a présenté son budget. C'est à peine si on le voit. Si le gouvernement et le ministre des Finances en particulier se moquent des conseils de l'opposition, ils prêteront peut-être une oreille plus attentive à un ancien membre du cabinet. C'est drôle: il y a assez d'anciens ministres pour peupler Saint-Abois. Je cite M. Eric Kierans qui fut le premier d'une longue série à quitter le cabinet. Il a dit ceci:

Le budget dans son ensemble trahit une ignorance totale des réalités économiques du pays ou un refus de s'y attaquer. Or, cette réalité c'est l'énorme fardeau social et économique qui pèse sur 90 p. 100 de la population à cause de la hausse des prix et de la politique des taux d'intérêts élevés dont on se sert pour limiter la production alors que 8.3 p. 100 de la main-d'œuvre est en chômage.

Qu'est-ce que le gouvernement et le budget ont à offrir aux jeunes? Leurs perspectives d'emplois sont sombres même si nous vivons dans l'un des pays les plus riches du monde.

Le chômage a augmenté chez les jeunes de 15 à 24 ans. Même si notre pays possède un gros potentiel sur le plan des ressources humaines et naturelles, le gouvernement ne leur permet guère d'espérer un avenir meilleur.

Alors que nous devrions exploiter les capacités des Canadiens grâce à l'enseignement postsecondaire, le ministre des Finances a prévu, entre autres mesures d'austérité, une réduction des paiements de transfert.

Un groupe d'étude formé par le gouvernement fédéral nous a avertis que nous allions connaître une grave pénurie de travailleurs hautement qualifiés. Ces nouvelles restrictions budgétaires vont compromettre le développement à long terme de la main-d'œuvre indispensable pour assurer la croissance économique de notre pays et notre position dans la communauté mondiale.

Il faut néanmoins reconnaître que le ministre des Finances est doué pour jeter de la poudre aux yeux et que le budget cherche à camoufler ses intentions véritables. Les députés se souviendront que le soir du budget, le ministre a déclaré qu'aucune restriction budgétaire ne toucherait l'enseignement postsecondaire ou les programmes de santé et d'assurance-maladie. Voilà un nouvel exemple d'hypocrisie car il y aura des restrictions budgétaires, des restrictions à long terme. Le ministre propose de sabrer dans le programme appelé «garantie de recettes». Il peut bien le nier, il peut appeler cela comme il veut, mais cela revient au même car la suppression de la garantie de recettes va sérieusement diminuer les fonds disponibles pour l'éducation, la santé et les soins hospitaliers.

Depuis 1972, la garantie de recettes sert à financer ces programmes. Son élimination réduit directement de 5.7 milliards les paiements de transfert au cours des cinq prochaines années et de 915 millions de dollars en 1982-1983. Comme les députés s'en souviendront peut-être, le comité parlementaire pluripartite sur les relations financières fédérales-provinciales

Le budget—M^{lle} MacDonald

a conclu que la garantie de recettes devait faire partie du programme de santé et d'éducation.

Si le gouvernement effectue ces réductions, les provinces devront sans doute augmenter leurs impôts, réduire les services ou les deux.

Et le ministre parle d'équité dans son budget. Les réductions dans les fonds affectés à l'enseignement post-secondaire seront désastreuses pour les économiquement faibles. Les réactions des étudiants d'université de tout le Canada sont révélatrices. Des groupes de pression se sont organisés sur tous les campus et les étudiants sont venus manifester sur la colline. Les étudiants se révoltent. C'est leur avenir qui est en jeu.

A l'université Queens' cet automne, j'ai adressé la parole à 500 étudiants qui s'inquiétaient de leur avenir. Le budget a confirmé toutes leurs craintes. Le ministre des Finances a coupé les vivres à des milliers d'étudiants.

Les réductions budgétaires signifient que certains services disparaîtront inévitablement. Le nombre des inscriptions baisera. Certains établissements fermeront leurs portes. A cause des frais de scolarité plus élevés, seuls ceux qui en ont les moyens pourront poursuivre leurs études. Pourquoi le ministre met-il en jeu l'avenir du Canada en empêchant nos jeunes de développer leurs talents en poursuivant leurs études? Il devrait se rappeler que la devise des étudiants est «l'énergie intellectuelle fait la force du Canada» au lieu de faire tout ce qu'il peut pour la détruire.

Le budget garantit non seulement que des milliers d'étudiants perdront leur droit à une bonne instruction, mais aussi que des milliers de retraités continueront à subsister dans la misère en-dessous du seuil de la pauvreté.

Il y a 575,000 personnes âgées au Canada en-dessous du seuil de la pauvreté. Comme le ministre chargé de la situation de la femme le sait très bien, un peu plus de 400,000 de ces personnes âgées sont des femmes, surtout des veuves.

Bon nombre de ces personnes âgées ont travaillé fort toute leur vie simplement pour voir leurs économies minées par l'inflation et pour constater que leur maigre pension ne suffisait pas pour tenir tête à la hausse des prix. Les retraités dépensent environ 80 p. 100 de leur revenu pour quatre choses essentielles: le logement, la nourriture, le combustible de chauffage et le transport. Et le prix de chacune de ces choses augmente plus rapidement que leurs pensions indexées trimestriellement au coût de la vie. Le pouvoir d'achat de leurs chèques de pension diminue donc tous les mois. Il n'y a pas d'équité pour les retraités en-dessous du seuil de la pauvreté.

Le ministre préfère consacrer beaucoup d'attention et d'argent à des choses comme l'aéroport Mirabel au lieu de songer aux personnes âgées du Canada qui sont dans le besoin. Il est beaucoup plus disposé à dépenser \$2,000 pour un déjeuner qu'à s'occuper de l'alimentation des personnes âgées dans la misère. Le budget n'est pas équitable. Il n'est pas juste. Il ne